Géopolitique : En Europe, la pression des peuples

Category: 2020-2030,Actualités,Europe de l'Est,Europe de l'Ouest,Union Européenne
17 mai 2026



Sans préavis public, brusquement, les Européens sont à la recherche d'un médiateur, ou d'une médiatrice, pour reprendre langue avec les Russes – pour peser enfin sur la solution du conflit en Ukraine – le seul qui soit à leur portée.

« *Ce ne sont pas les pierres mais les hommes qui constituent le vrai rempart des cités* ». Nicolas Baverez cite Périclès pour engager l'Europe à sortir de son vide politique, à « *renoncer aux illusions de la sortie de l'histoire* » pour « *affronter les réalités du XXI^e^ siècle* », en s'appuyant sur « *les grandes nations qui la composent* » (1). Il sait aussi cette Europe aujourd'hui encalminée, sans avoir trouvé « *la possibilité de s'accorder sur un nouveau projet pour le continent* » – nous l'avons dit ici il y a quelques jours (2). Il sait encore que nous entrons, sous le double effet des guerres, en Ukraine, qui déchire le continent, et en Iran, « *alors qu'elle se tient en retrait des opérations militaires* » américaines, « *dans un nouvel âge des empires* ». Ceci alors que, « *traumatisme inouï* », l'Amérique, qui l'abandonne, « *voit sa population diminuer, les capitaux se détourner et la dédollarisation s'amplifier* ».

Oui, il le sent et le sait, les choses peuvent et doivent bouger pour cette Europe qui peut être à nouveau « *le refuge des principes de 1945 qui firent le succès des États-Unis et de l'Occident : le libéralisme ; le respect de la souveraineté des nations ; le multilatéralisme* ».

Et, en effet, les choses bougent.

Sans préavis public, brusquement, les Européens sont à la recherche d'un médiateur, ou d'une médiatrice, pour reprendre langue avec les Russes – pour peser enfin sur la solution du conflit en Ukraine – le seul qui soit à leur portée. C'est le président finnois Alexander Stubb qui le confie au *Corriere delle Sera* (3) : « *Oui, il est temps d'entamer des discussions avec la Russie (…). Nous avons évoqué avec les dirigeants européens la question de savoir qui établira le contact, mais nous n'avons pas encore de réponse définitive. Le plus important est que tout soit coordonné entre nous, notamment entre les pays du groupe E5 (Allemagne, France, Italie, Royaume-Uni et Pologne) et les pays nordiques et baltes, qui sont frontaliers* ».

Alexander Stubb – qui pourrait être ce médiateur – n'est pas seul porteur de l'idée. Il a été précédé par le président du Conseil, le portugais Antonio Costa, nous dit le *Guardian* britannique : « *Cette semaine, le président du Conseil européen, António Costa, a déclaré qu'il estimait que l'UE avait la possibilité de négocier avec la Russie et de discuter de l'avenir de l'architecture de sécurité en Europe* » – enfin. Et encore, relayé par Euronews (4) : « *Je discute avec les 27 dirigeants nationaux afin de déterminer la meilleure façon de nous organiser et d'identifier ce dont nous devons effectivement discuter avec la Russie lorsque le moment sera venu de le faire", a précisé Costa à Florence, en Italie* ». Le sujet a été de nouveau abordé lundi 11 mai lors d'une réunion des ministres des Affaires étrangères à Bruxelles.

Avec l'appui de la Finlandaise Elina Valtonen (« *Nous devons nous décider* ») et de l'Italien Antonio Tajani qui a déclaré que « *l'UE n'était "pas en guerre" avec la Russie et qu'il était "important" de faire partie des négociations en cours* ». Pendant que « *l'Autrichienne Beate Meinl-Reisinger a noté qu'il était temps pour les Européens de devenir des participants actifs à travers leur propre équipe* ». Le plus étonnant est que Kaja Kallas, l'estonienne qui joue le rôle de haute représentante de l'UE pour les Affaires étrangères, invariablement opposée à tout dialogue avec la Russie, considéré comme « humiliant », s'est dite prête à réfléchir à « *ce dont nous voulons parler à la Russie et sur nos lignes rouges* » après un accord collectif (4).

Sans surprise, les pays Baltes (et la Suède) sont très réservés. « *"La Russie doit être repoussée en Russie", a ainsi déclaré l'Estonien Margus Tsahkna* ».

Mais bien sûr, après l'échec du conseiller du président français, Emmanuel Bonne, le 3 février dernier – il s'est vu opposer une fin de non-recevoir par le Kremlin (5), c'est en Allemagne que le sujet a fait explosion. Pourquoi ? Parce que Vladimir Poutine en personne a répondu directement le 9 mai à une question posée par la chaîne de télévision Zvezda (6) : « *Monsieur le Président, nous savons qu'il existe une « coalition des volontaires » soutenant Kiev et l'Ukraine, mais il semble également qu'une autre « coalition des volontaires », de plus en plus importante – voire réapparue – souhaite rétablir les contacts avec la Russie. Le président du Conseil européen l'a évoqué hier, ajoutant qu'ils recherchent un candidat idéal pour représenter l'Europe dans ces échanges. Question : Qui préféreriez-vous personnellement pour les négociations ? Pensez-vous qu'il reste encore des hommes politiques pragmatiques en Europe occidentale avec lesquels un dialogue est possible ?* ».

Réponse de Vladimir Poutine : « *Personnellement, je préférerais l'ancien chancelier allemand Gerhard Schröder. Sinon, les Européens devraient choisir un dirigeant en qui ils ont confiance, quelqu'un qui n'a pas dénigré la Russie. Nous n'avons jamais fermé la porte aux négociations.*

Ce n'est pas la Russie qui a refusé le dialogue, ce sont nos partenaires ».

Tempête dans la presse allemande, si l'on en croit *Courrier international* (7). Du *Spiegel* à *Die Zeit*, en passant par le *Frankfurter Allegemeine Zeitung*, Gerhard Schröder, l'ancien chancelier qui a été, après avoir cédé sa place à Angela Merkel (novembre 2005), président du consortium germano-russe pour la construction et l'exploitation du gazoduc Nord Stream, est considéré comme « *l'homme de Poutine* » : « *Il ne peut donc être un médiateur neutre ni entre Kiev et Moscou, ni entre l'Europe et la Russie* ». Bien que, ajoute *Courrier international*, « *certains membres du Parti social-démocrate d'Allemagne (SPD) ont salué la proposition* ». Et que l'on sache que le sujet divise l'opinion comme les industriels allemands qui ont besoin de l'énergie russe – des prix du gaz russe.

Tempête aussi dans l'opinion allemande et pour le chancelier Merz, qui est en très mauvaise posture, critiqué pour son bilan économique et sanctionné dans les sondages : **la CDU affichait au 12 mai un retard de cinq points sur les conservateurs de l'AfD** (Alternativ fur Deutschland), avec 23% des suffrages contre 28% à l'AfD (8) – l'institut INSA donne l'évolution des partis allemands depuis 2012, un coup d'œil suffit. A ce point, nous dit *le Spiegel,* relayé par TASS (9),que l'on envisagerait comme médiateur un duo entre le président allemand, Walter Steinmeier, et Gerhard Schröder – « *une option qui pourrait être intéressante* » pour le *Spiegel*.

Conserver un médiateur allemand, donc, écarter les Français comme les Italiens pour garder la main. « *Le simple fait que les autorités allemandes se demandent qui pourrait jouer le rôle de médiateur dans le dialogue entre l'UE et la Russie « montre à quel point la pression est forte » dans le contexte de la crise ukrainienne et des efforts visant à mettre rapidement fin au conflit, a souligné le magazine* » (9).

C'est qu'en Allemagne comme ailleurs en Europe, Nicolas Baverez a raison, la pression des opinions sur les politiques au gouvernement de leurs pays respectifs est très forte. On sait la bérézina de Keir Starmer aux élections locales au Royaume-Uni (10), suivie de la fronde de quelque 70 (sur 403) députés travaillistes et par le lâchage de plusieurs ministres qui demandent sa démission. C'est Nigel Farage (Reform), le promoteur du Brexit, qui ne souhaite pas « *embêter l'ours russe* », qui ramasse la mise. Les électeurs ont sanctionné l'immigration sauvage (200 000 clandestins en plus), le marasme économique (endettement du pays à 106% du PIB), la violence dans les rues.

Voyons l'Espagne, nous dit Nicolas Baverez (1), où « *le maître tacticien Pedro Sanchez se trouve rattrapé par son absence de stratégie et par les difficultés structurelles de son pays* », avec un PIB qui stagne depuis 2019 et « *le choix d'une immigration de masse* » qui déstabilise le pays. Voyons même l'Italie, où Giorgia Meloni, qui, après un vrai succès, est en difficulté : « *La coalition des droites se trouve prise en tenailles entre la mobilisation de la société civile et la création d'un nouveau parti d'extrême droite, Futuro Nazionale, dirigé par le général Roberto Vannacci* ». Et si nous regardons la Roumanie, nous voyons un gouvernement imposé par l'UE être jeté à terre le 5 mai dernier. En Hongrie, celui qui a détrôné Viktor Orban, Peter Magyar, ne semble pas être l'européiste que souhaitait Bruxelles – après tout, il vient du même parti que celui qu'il a détrôné.

Quant à la France, écrit encore Nicolas Baverez, sévère, « *Emmanuel Macron est discrédité en*

France comme dans le monde pour avoir ravalé notre pays au rang d'homme malade de l'Europe ». Chômage en hausse, constatons-nous en effet, plus de 5,7 millions selon France Travail (catégories A, B et C), dette à 3 500 milliards, institutions paralysées depuis la dissolution voulue par le président Macron, immigration non régulée, violences quotidiennes.

De fait, en dépit d'une presse détenue par des actionnaires qui soutiennent les vieux mantras des gouvernants actuels, les gouvernés s'en détournent. Non pas pour rééditer l'expérience des années trente, épouvantail fasciste qu'on leur agite sans désemparer, mais pour se retrouver une raison d'être dans le respect de la souveraineté des nations et dans un projet cohérent qui fonctionne pour le continent tout entier. Pour les politiques, rien de simple, une mise en cause violente, pression internationale et pression intérieure des citoyens, de leurs électeurs, aidant.

Mais pour le début d'une renaissance européenne, une lueur au bout du tunnel.

Hélène NOUAILLE
13 mai 2026
La lettre de Léosthène
n°1995/2026
http://www.leosthene.com

Notes :

(1) *Le Figaro*, le 9 mai 2026, Nicolas Baverez, *« L'Europe entre chance historique et vide politique »*
https://www.lefigaro.fr/vox/monde/nicolas-baverez-l-europe-entre-chance-historique-et-vide-politique-20260509

(2) Voir Léosthène n° 1994 du 7 mai 2026, *Où est le nouveau normal européen ?*

(3) *Corriere della Sera*, le 11 mai 2026, Paolo Valentino, *Stubb: «L'Europa parli con Putin. Noi e gli Usa? Un rapporto difficile, ma possiamo collaborare»*
https://www.corriere.it/esteri/26_maggio_11/alexander-stubb-finlandia-putin-intervista-ae9e981c-8a2b-4cf2-9377-33493d5daxlk.shtml

(4) Euronews, le 12 mai 2026, Jorge Liboreiro et Serge Duchêne, *"Nous devons nous décider" : l'UE reste divisée sur les négociations directes avec la Russie*
https://fr.euronews.com/my-europe/2026/05/12/nous-devons-nous-decider-lue-reste-divisee-sur-les-negociations-directes-avec-la-russie

(5) *Le Monde*, le 5 février 2026, Philippe Ricard, *Le conseiller diplomatique d'Emmanuel Macron en visite à Moscou, plus de trois ans après l'interruption du dialogue avec la Russie*
https://www.lemonde.fr/international/article/2026/02/05/macron-envoie-son-conseiller-diplomatique-en-visite-a-moscou_6665496_3210.html

(6) Réponses de Poutine aux questions des médias le 9 mai 2026, traduction en français de Bruno Bertez, mise en ligne le 11 mai 2026
https://brunobertez.com/2026/05/11/reponses-de-poutine-aux-questions-des-medias/

Site du Kremlin (en anglais) : *Answers to media questions*
http://en.kremlin.ru/events/president/news/79718

(7) *Courrier international*, le 11 mai 2026, *Poutine propose Gerhard Schröder comme médiateur en Ukraine : une feinte pour "provoquer le chaos"*
https://www.courrierinternational.com/article/vu-d-allemagne-poutine-propose-gerhard-schroder-comme-mediateur-en-ukraine-une-feinte-pour-provoquer-le-chaos_243865

(8) INSA – Sonntagsfrage, 2012-2013, 2013-2017, 2017-2021, Aktuell
https://www.wahlrecht.de/umfragen/insa.htm

(9) TASS, le 10 mai 2026, *German coalition discussing Steinmeier mediating in EU-Russia dialogue — magazine*
https://tass.com/world/2129307

(10) *Courrier international*, le 11 mai 2026, Noémie Taylor-Rosner, *Royaume-Uni. La pression s'accentue sur Keir Starmer, lâché par plusieurs ministres*
https://www.courrierinternational.com/article/royaume-uni-la-pression-s-accentue-sur-keir-starmer-lache-par-plusieurs-ministres_243907

Source bandeau : Pixabay